

Document

Alerte Crise Systémique Globale - Eté 2009 : Cessation de paiement du gouvernement américain

(Communiqué public GEAB N°28 (15 octobre 2008) - 15/10/2008 - <http://www.europe2020.org>)

A l'occasion de la parution du GEAB N°28, LEAP/E2020 a décidé de lancer une nouvelle alerte dans le cadre de la crise systémique globale car nos chercheurs estiment qu'à l'été 2009, le gouvernement américain sera en cessation de paiement et ne pourra donc pas rembourser ses créiteurs (détenteurs de Bons du Trésor US, de titres de Fanny Mae et Freddy Mac, etc.). Cette situation de banqueroute aura bien évidemment des conséquences très négatives pour l'ensemble des propriétaires d'actifs libellés en dollars US. Selon notre équipe, la période qui s'ouvrira alors deviendra propice à la mise en place d'un « nouveau Dollar » destiné à remédier brutalement au problème de la cessation de paiement et de la fuite massive de capitaux hors des Etats-Unis. Ce processus découlera des cinq facteurs suivants qui sont analysés plus en détail dans le GEAB N°28 :

- 1. L'évolution récente, à la hausse, du Dollar US est une conséquence directe et provisoire de la chute des bourses mondiales**
- 2. Le « baptême politique » de l'Euro vient juste d'avoir lieu donnant une alternative « de crise » au Dollar US, en tant que « valeur-refuge » crédible**
- 3. La dette publique américaine s'enfle de manière désormais incontrôlable**
- 4. L'effondrement en cours de l'économie réelle des Etats-Unis empêche toute solution alternative à la cessation de paiement**
- 5. « Forte inflation ou hyper-inflation aux Etats-Unis en 2009 », là est la seule question.**

Mais on peut déjà se faire une idée de l'évolution à venir en regardant l'Islande que notre équipe suit à la loupe depuis début 2006. Ce pays constitue en effet un bon exemple de ce qui attend les Etats-Unis, et également le Royaume-Uni. On peut considérer, comme d'ailleurs bon nombre d'Islandais aujourd'hui, que l'effondrement du système financier islandais est venu du fait qu'il était surdimensionné par rapport à la taille de l'économie du pays.

Evolution de l'inflation en Islande 2003-2008 - Source Banque centrale d'Islande

L'Islande s'est en fait prise en matière financière pour le Royaume-Uni [1]. Comme le Royaume-Uni en matière financière s'est lui-même pris pour les Etats-Unis et que les Etats-Unis se sont pris pour la planète entière, il n'est pas inutile de méditer le précédent islandais [2] pour appréhender le cours des événements des douze prochains mois à Londres et Washington [3].

Nous assistons en effet actuellement à un double phénomène historique :

. d'une part, depuis le mois de Septembre 2008 (comme annoncé dans le GEAB N°22 de Février 2008), l'ensemble de la planète est désormais conscient de l'existence d'une crise systémique globale caractérisée par un effondrement du système financier américain et sa contagion au reste de la planète.

. d'autre part, un nombre croissant d'acteurs mondiaux entreprennent d'agir par eux-mêmes devant l'inefficacité des mesures préconisées ou prises par les Etats-Unis, pourtant centre du système financier mondial depuis des décennies. L'exemple du 1° Sommet de l'Eurozone (ou Eurozone), qui s'est tenu Dimanche 12 octobre 2008 et dont les décisions, par leur ampleur (près de 1.700 milliards EUR) et leur nature [4], ont permis un retour de confiance sur les marchés financiers de toute la planète, est à ce titre tout-à-fait exemplaire du « monde d'après-Septembre 2008 ».

Carte des garanties de dépôts bancaires dans l'Union européenne Source AFP - 09/10/2008

Car il y a bien un « monde de l'après-Septembre 2008 ». Pour notre équipe, il est désormais évident que ce mois restera dans les livres d'histoire de l'ensemble de la planète comme celui « datant » le déclenchement de la crise systémique globale ; même s'il ne s'agit en fait que de la phase de « décantation », la dernière des quatre phases de cette crise identifiée dès Juin 2006 par LEAP/E2020 [5]. Comme toujours quand il s'agit de grands ensembles humains, la perception du changement par le plus grand nombre n'intervient que lorsque le changement est en fait déjà bien engagé.

En l'occurrence, Septembre 2008 marque l'explosion majeure du « détonateur financier » de la crise systémique globale. Selon LEAP/E2020, ce second semestre 2008 est en effet le moment où « le monde plonge au cœur de la phase d'impact de la crise systémique globale » [6]. Ce qui veut dire pour nos chercheurs qu'à la fin de ce semestre, le monde entre dans la phase dite de « décantation » de la crise, c'est-à-dire la phase où l'on voit les conséquences du choc se mettre en place. C'est de facto la phase la plus longue de la crise (entre trois et dix ans selon les pays) et celle qui va affecter directement le plus grand nombre de personnes et de pays. C'est l'étape qui va voir également se dégager les composantes des nouveaux équilibres mondiaux dont LEAP/E2020 présente deux premières illustrations graphiques dans ce GEAB N°28 [7].

Ainsi, comme nous l'avons répété à plusieurs reprises depuis 2006, cette crise est beaucoup plus importante, en termes d'impact et de conséquences, que celle de 1929. Historiquement, nous sommes tous les premiers acteurs, témoins et/ou victimes d'une crise qui affecte toute la planète, avec un degré sans précédent d'interdépendance des pays (du fait de la globalisation de ces vingt dernières années) et des personnes (le degré d'urbanisation, et donc de dépendance pour les besoins de base - eau, nourriture, énergie, ... - est aujourd'hui sans précédent dans l'Histoire). Cependant, le précédent des années 1930 et ses terribles conséquences destructrices semblent à nos chercheurs assez présents dans les mémoires collectives pour nous permettre, si les citoyens sont vigilants et les dirigeants lucides, d'éviter un bis repetita conduisant à une (ou des) conflagration(s) majeure(s).

Europe, Russie, Chine, Japon,... constituent sans aucun doute les acteurs collectifs pouvant d'assurer que l'implosion en cours de la puissance dominante de ces dernières décennies, à savoir les Etats-Unis, ne conduise pas la planète dans une catastrophe. En effet, à l'exception de l'URSS de Gorbatchev, les empires ont tendance à tenter vainement d'inverser le cours de l'Histoire quand ils sentent leur puissance s'effondrer. C'est aux puissances partenaires de canaliser pacifiquement le processus, ainsi qu'aux citoyens et élites du pays concerné de faire preuve de lucidité pour affronter la période très pénible qui se prépare.

Evolution des emprunts des institutions financières US auprès de la Réserve fédérale américaine (08/01/1986 – 09/10/2008) - Source Federal Reserve Bank of St Louis

La « réparation d'urgence » des canaux financiers internationaux, réalisée avant tout par les pays de la zone Euro en ce début de mois d'Octobre 2008 [8], ne doit pas masquer trois faits essentiels :

. cette « réparation d'urgence », nécessaire pour éviter une panique qui menaçait d'engloutir tout le système financier mondial en quelques semaines, ne traite provisoirement qu'un symptôme. Elle ne fait qu'acheter du temps, deux à trois mois maximum, car la récession globale et l'effondrement de l'économie américaine (le tableau ci-dessus montre ainsi la vertigineuse croissance des fonds prêtés aux banques américaines par la Réserve fédérale) vont s'accélérer et créer de nouvelles tensions économiques, sociales et politiques qu'il faut traiter par anticipation dès le mois prochain (une fois les « paquets financiers » mis en oeuvre)

. même s'il était absolument nécessaire de remettre en marche le système de crédit, les gigantesques moyens financiers consacrés sur toute la planète aux « réparations d'urgence » du système financier mondial seront autant de moyens qui ne pourront pas être mis à disposition de l'économie réelle dans les mois à venir pour faire face à la récession globale

. la « réparation d'urgence » constitue une marginalisation, et donc un affaiblissement supplémentaire des Etats-Unis, puisqu'elle met en place des processus contraires à ceux prônés par Washington pour les 700 Milliards USD du [TARP](#) de Hank Paulson et Ben Bernanke : une recapitalisation des banques par les gouvernements (décision qu'Hank Paulson est obligé de suivre maintenant) et une garantie des prêts interbancaires (en fait les gouvernements de l'Euroland se substituent aux assureurs de crédits, une

industrie au cœur de la finance mondiale et essentiellement américaine depuis des décennies). Ces évolutions détournent toujours plus de relais décisionnels et de flux financiers hors de l'orbite américaine à un moment où l'économie des Etats-Unis et l'explosion de leur dette publique [9] et privée en auraient plus que jamais besoin ; sans même parler des retraites qui s'envolent en fumée [10].

Le dernier point illustre comment, dans les mois à venir, les solutions à la crise et ses différentes séquences (financière, économique, sociale et politique) vont diverger de plus en plus : ce qui est bon pour le reste du monde ne le sera pas pour les Etats-Unis [11] et désormais, Euroland en tête, le reste du monde semble déterminer à faire ses propres choix.

Le choc brutal que générera la cessation de paiement des Etats-Unis à l'été 2009 est en partie une conséquence de ce découplage décisionnel des grandes économies du monde par rapport aux Etats-Unis. Il est prévisible et peut être amorti si l'ensemble des acteurs commencent dès maintenant à l'anticiper ; c'est d'ailleurs l'un des thèmes développés dans ce GEAB N°28. LEAP/E2020 espère seulement que le choc de Septembre 2008 aura « éduqué » les responsables politiques, économiques et financiers de la planète afin qu'ils comprennent qu'on agit mieux par anticipation que dans l'urgence. Il serait dommage que l'Euroland, l'Asie et les pays producteurs de pétrole, tout comme les citoyens américains d'ailleurs, découvrent brutalement au cours de l'été 2009, à la faveur d'un week-end prolongé ou d'une fermeture administrative des banques et bourses pour plusieurs jours sur le territoire américain, que leurs Bons du Trésor US et leurs Dollars US ne valent plus que 10% de leur valeur car un « nouveau Dollar » vient d'être instauré [12].

[1] L'Islande a adopté depuis plus de 10 ans tous les principes de dérégulation et de financiarisation de l'économie qui ont été développés et mis en œuvre aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Reykjavik était devenu une sorte de « [Mini-Me](#) » financier de Londres et Washington, pour reprendre le personnage du film très britannico-américain Austin Powers. Et les trois pays ont entrepris de jouer financièrement à « [la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le boeuf](#) », pour reprendre la fable de Jean de la Fontaine dont la fin est fatale à la grenouille.

[2] Ainsi la bourse islandaise s'est effondrée de 76% après avoir été fermée quelques jours pour « éviter » la panique ! Source : [MarketWatch](#), 14/10/2008

[3] A ce titre, attardons-nous sur le montant du « paquet financier » annoncé par Londres, soit 640 milliards EUR dont 64 milliards EUR pour recapitaliser les banques et 320 milliards EUR pour renflouer les dettes à moyen terme de ces mêmes banques (source : [Financial Times](#), 09/10/2008). Avec une économie en chute libre à l'image du marché immobilier, une inflation galopante, des retraites par capitalisation qui s'évanouissent en fumée, et une monnaie au plus bas, à part accroître la dette publique et affaiblir encore plus la Livre, on voit mal comment cela peut « sauver » des banques déjà très mal en point. A la différence des banques des pays de la plupart de la zone Euro, le système financier britannique, comme son homologue américain, est au cœur de la crise, et non pas une victime collatérale. Et Gordon Brown peut bien jouer à Churchill et Roosevelt réunis (Source : [Telegraph](#), 14/10/2008), mais dans sa méconnaissance évidente de l'Histoire, il oublie que ni Churchill ni Roosevelt n'étaient aux commandes de leurs pays depuis 10 ans quand ils ont dû affronter chacun leur « grande crise » (cela vaut d'ailleurs pour les Etats-Unis et l'administration Bush - Paulson et Bernanke inclus - qui viennent tous du « problème » et font donc très peu probablement partis de la « solution »). Sans compter que Roosevelt et Churchill organisaient les sommets comme Yalta ou Téhéran en laissant Français et Allemands à la porte, alors que c'est lui qui a dû rester à la porte du Sommet de l'Euroland.

[4] Source : [L'Express](#), 13/10/2008

[5] Source [GEAB N°5](#), 15/05/2006

[6] Source [GEAB N°26](#), 15/06/2008

[7] LEAP/E2020 présente ainsi une synthèse de ses anticipations sur la phase de décanation de la crise grâce à une carte du monde de l'impact de la crise différenciant entre 6 grands groupes de pays ; ainsi qu'un

calendrier anticipatif 2008-2013 des 4 séquences financière, économique, sociale et politique pour chacune de ces régions.

[8] Car c'est bien la zone Euro, l'Euroland, qui a permis d'arrêter la spirale de panique globale. Depuis des semaines, les initiatives américaines et britanniques se sont succédées sans effet. C'est l'irruption d'un nouvel acteur collectif, le « sommet de l'Euroland » et ses décisions d'envergure, qui ont constitué le phénomène nouveau et rassurant. C'est d'ailleurs un nouvel acteur que Washington et Londres ont systématiquement empêché d'émerger depuis le lancement de l'Euro il y a 6 ans. Et il a fallu toute une mise en scène diplomatique (réunion préalable, photo de groupe pré-sommet,...) pour permettre au Premier Ministre britannique de faire croire qu'il n'était pas marginalisé dans ce processus, alors qu'il n'appartient de facto pas aux sommets de la zone euro. Dans ce GEAB N°28, LEAP/E2020 revient sur ce phénomène et les conséquences systémiques durables de la tenue du 1er sommet de l'Euroland.

[9] Le plan de sauvetage financier américain a déjà accru de 17.000 USD la dette de chaque Américain. Source : [CommodityOnline](#), 06/10/2008

[10] Ce sont en effet 2.000 milliards USD de retraites par capitalisation qui ont disparu en fumée ces dernières semaines aux Etats-Unis. Source : [USAToday](#), 08/10/2008

[11] En tout cas à court terme. Car notre équipe est persuadée que pour le peuple américain, à moyen et long termes, il n'est pas mauvais du tout que le système dominant à Washington et New-York soit fondamentalement remis en cause. C'est en effet ce système qui a plongé ce pays dans les problèmes dramatiques où des dizaines de millions d'Américains se débattent aujourd'hui, comme l'illustre parfaitement cet article du [New York Times](#) du 11/10/2008

[12] Même si c'est une mesure de peu d'ampleur par rapport à la perspective de cessation de paiement des Etats-Unis, ceux qui pensent qu'il est temps de réinvestir dans les marchés financiers peuvent trouver utile de savoir que le New York Stock Exchange vient de réviser tous ses seuils d'interruption des cotations pour cause de chute trop forte des cours. Source : [NYSE/Euronext](#), 30/09/2008